

## GÉNÉRALISATION DE LA CARTE CHIFA

## Un rythme encore faible

*Généralisée depuis hier à tous les assurés sociaux, l'utilisation de la carte électronique Chifa pour le remboursement des médicaments restait encore assez marginale à travers le pays. Début timide qu'explique certainement l'insuffisante information...*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Hier, lundi, premier jour du mois du Ramadan. Mais aussi le premier jour de la généralisation de la carte électronique Chifa à toutes les catégories d'assurés sociaux (retraités, personnes souffrant de maladies chroniques et autres malades de toute catégorie sociale ou professionnelle).

L'assuré social, muni d'une ordonnance et de sa carte Chifa, préalablement activée, pourra se faire rembourser les médicaments prescrits, de moins de 2 000 dinars, au niveau de n'importe quelle officine conventionnée avec la caisse de Sécurité sociale de sa wilaya.

Il suffira juste à cet assuré de régler au pharmacien la différence entre le prix de référence et le prix de vente des médicaments non remboursés à hauteur de 20%.

Néanmoins, les assurés n'étaient pas nombreux hier à demander cette prestation, notamment dans la capitale qui compte, pour la précision, 200 000 détenteurs de la carte Chifa sur 400 000 assurés sociaux. Dans certaines officines et centres de paiement

au 1<sup>er</sup>-Mai et à Bérouizdad, les concernés se comptaient sur le bout des doigts durant la journée.

A la rue Hassiba Ben Bouali, certaines pharmacies conventionnées n'ont reçu qu'un petit nombre d'assurés, entre 1 et 5 seulement et pour la plupart des malades chroniques, et un ou deux motivés uniquement par la curiosité. A Bérouizdad, une seule pharmacie a reçu une vingtaine d'assurés dont la majorité étaient des habitués, ainsi que des malades chroniques.

Au niveau de l'Agence des fonctionnaires, le nombre avoisinait la trentaine et dans les mêmes proportions. Or, si tout était fin prêt, le paiement sur ce mode a cependant commencé à un rythme timide.

Un faible engouement qu'explique peut-être le début du jeun, le contexte matinal et qu'il fallait attendre l'après-midi pour apprécier mieux l'évolution, dira un gérant de pharmacie.

Mais aussi, et certainement l'insuffisante information des usagers, malgré les efforts d'explication et de vulgarisation déployés par les caisses de Sécurité sociale.



Photo : Samir Sid

Un timide engouement.

Et d'autant que certains assurés sociaux n'ont pas bien assimilé le principe de ce paiement, croyant que tous les médicaments étaient remboursables, d'autres ignorant la limitation à 2 000 dinars et à deux ordonnances par trimestre ou estimant dérisoires et même pénalisants les minima fixés. Ou que des malades chroniques supportaient mal le fait d'être «ballottés» entre les officines et les centres de contrôle médical...

En fait, tant des pharmaciens que des assurés ont déploré le manque d'information, de bonne compréhension de part et d'autre, outre l'op-

portunité de ce mode pour certains préposés. Et cela même si les assurés étaient nombreux, la veille, à remettre au jour leurs cartes magnétiques dans les centres de paiement.

Un engouement timide perceptible également dans les autres wilayas du pays, notamment à Oran qui compte près de 400 000 assurés et qui enregistrait, hier, une très faible affluence au niveau d'une dizaine de pharmacies visitées.

A Annaba qui compte plus de 274 000 assurés sociaux, la situation était «normale» même si l'acceptation du médicament générique posait enco-

re problème pour certains assurés. Un faible engouement, désintéressement pour d'aucuns, que les observateurs prévoient de courte durée à charge cependant d'une bonne vulgarisation.

Et en attendant que la carte Chifa soit généralisée à tous les praticiens, médecins généralistes et privés, dans les structures hospitalières, et aux professionnels de la santé (opticiens, biologistes...). Ce que d'aucuns prévoient effectif dès 2013. Rappelons que près de 6 millions de cartes Chifa ont été distribuées jusqu'à la fin juin.

C. B.

## ALORS QUE LA CARTE CHIFA EST ÉLARGIE DEPUIS HIER À L'ENSEMBLE DES ASSURÉS

## Le tiers payant pour le médecin traitant sera généralisé d'ici 2013

*Le système du tiers payant pour les produits pharmaceutiques est élargi depuis hier à toutes les catégories d'assurés sociaux titulaires de la carte Chifa. L'extension du dispositif aux consultations, actes médicaux, laboratoires médicaux et autres prestataires de soins interviendra à l'horizon 2013.*

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Seuls les retraités et leurs ayants droit peuvent accéder, pour le moment, à la gratuité des soins auprès de leur médecin traitant grâce la carte Chifa, a expliqué M. Ouzi Nabil, directeur par intérim de la direction des prestations auprès de la direction générale de la CNAS.

Selon ce dernier, le dispositif de conventionnement du médecin traitant lancé en 2009 au profit des retraités et de leurs ayants droits, dans cinq wilayas pilotes, en l'occurrence Annaba, Oum El Bouaghi, Tlemcen,

Médéa et Boumerdès, a été élargi à 37 wilayas jusqu'à juin dernier. Le dispositif, souligne M. Ouzi, sera généralisé à l'échelle nationale au terme de l'année en cours.

Cependant, l'extension du dispositif de conventionnement du médecin traitant à toutes les catégories des assurés sociaux interviendra à l'horizon 2013. C'est également le cas pour la domiciliation des officines inter-wilayas.

M. Boukaib, directeur de la sécurité sociale auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a indi-



Il existe 1 150 médecins généralistes conventionnés.

qué que ce dispositif, qui s'inscrit dans le cadre d'élargissement du système du tiers payant dispensant ainsi le malade de l'avance des frais, sera élargi à tous les prestataires de soins et des services liés aux soins.

« La loi 08/01 prévoit à terme l'obligation de l'utilisation de la carte pour tous les prestataires de soins et des services liés aux soins s'ils veulent que leurs prestations soient remboursables. » Selon M. Bourkaib, les pouvoirs

publics ont commencé par une catégorie jugée prioritaire mais le dispositif est en train d'évoluer au même titre que le dispositif des produits pharmaceutiques. «Ce sont des démarches graduelles et l'objectif final

des réformes est de ne plus recourir à des formalités en matière de remboursement», a-t-il souligné. M. Bourkaib a indiqué que 130 000 retraités ont déjà choisi leur médecin de famille.

Le médecin traitant, qui doit au préalable acquiescer auprès de la sécurité sociale un logiciel de gestion, un lecteur de carte à puce et une clé du professionnel de santé, transmet ses factures électroniques à la Cnas et leur remboursement s'effectue dans un délai ne dépassant pas un mois. Il existe 6 000 officines et 1 150 médecins généralistes et spécialistes conventionnés.

La rémunération des consultations est fixée par la convention à 400 DA pour le praticien spécialiste et à 250 DA pour le médecin généraliste.

S. A.

Photo : DR